

# ORLEANS-TOURS

## Assemblée générale et action anti-RIFSEEP



Environ 200 personnes en AG, à Tours, le 1<sup>er</sup> février 2017. Avant que le Pdg de l'Inra, Philippe Mauguin, ne fasse son discours, la CGT est intervenue au nom des 4 syndicats sur le Rifseep. Une banderole intersyndicale avait été déployée sur les vitres et les poubelles remplies d'environ 200 bulletins « Rifseep à la poubelle » posées sur la table de la tribune où Mauguin devait faire son discours. Nous sommes partis du fait que partout où il est passé Mauguin a pu apprécier le rejet massif du Rifseep par les personnels, qui l'ont exprimé sous des formes renouvelées, cartons rouges, crashes d'avions et désormais poubelles. Nous avons ré-itéré l'exigence d'exemption pure et simple du Rifseep pour les ITA INRA, en nous félicitant que le groupe de travail prévu par la DG pour anticiper sa mise en place à l'INRA n'ait pas reçu l'aval des syndicats, et que la DG n'ait donc pas pu le mettre en place. Mais nous avons aussi tapé sur le fait que quelles que soient les mesures prétendant l'adoucir, le Rifseep, s'il était mis en place contre la volonté des personnels, resterait un outil de désintégration du statut au-travers de la mise en place des groupes de fonction (même s'ils correspondaient transitoirement aux grades), de rémunération individualisé au mérite, et donc de dislocation des équipes, et antinomique au fonctionnement d'un organisme public de recherche.

Quant aux « réajustements » de primes annoncées par certains, elles restaient totalement hypothétiques et de plus considérées comme devant s'appliquer « progressivement » sur plusieurs années avec la « garantie » d'un gouvernement sur le départ ! On a conclu sur le fait qu'on demandait à la DG de ne pas l'appliquer. Applaudissements nourris de la salle.

Mauguin a donc dû nous répondre... et enlever lui-même les poubelles (photos !). En résumé, il a admis que la mobilisation était massive partout, très inventive aussi, et qu'il avait relayé cela au ministère. Il a pris acte que rien ne peut se faire à l'INRA si les décrets l'imposant aux ITA ne sont pas publiés. Mais il a repris le couplet sur « Y qu'à l'INRA, on va être isolés si le CNRS le met en place... », et donc dit que la DG réfléchissait sur son propre plan pour ne pas se retrouver au pied du mur si le texte tombait en bout de course gouvernementale. Mais si les textes ministériels ne sont pas publiés, il ne fera rien. Moralité ; renforcer la mobilisation au niveau INRA comme MESR !